

et que vous m'avez manifestés et signifiés ; en conséquence, je remets entre vos mains le mandat dont vous m'avez honoré.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,
Votre obéissant serviteur.

Kingston, 30 octobre 1843.

G. MOPFATT.

IRLANDE.

—Après avoir toléré si longtemps les promenades éloquentes de M. O'Connell de meeting en meeting, le cabinet tory s'est avisé de découvrir un crime dans les paroles du grand agitateur, un danger dans ces assemblées légalement et pacifiquement provoquées au rappel de l'union ; après avoir déclaré, avec un orgueilleux dédain, que cette agitation ne serait qu'un feu de paille, aussi vite éteint qu'allumé, le voilà qui affecte de redouter un vaste incendie.

Un meeting devait avoir lieu le dimanche, 8 octobre, à Clontarf ou dans les environs ; on y attendait des repealers de Liverpool et de Manchester. Le samedi, à trois heures, le lord-lieutenant d'Irlande a fait afficher et répandre à profusion dans la ville de Dublin une proclamation, où il déclarait que ce meeting " tendait uniquement à servir les projets de personnes factieuses et séditieuses, et à troubler la paix publique." En conséquence, il défendait à toutes personnes quelconques de s'y rendre ; ajoutant que tous ceux qui s'y trouveraient seraient poursuivis conformément à la loi.

Dès que cette proclamation fut connue, M. O'Connell a convoqué une réunion spéciale de l'association du rappel ; il y a été accueilli par des acclamations formidables, dit le *Times*, et, sans attendre qu'il prit la parole, une voix s'éleva tout d'abord : " Nous obtiendrons le rappel en dépit de tous ces gens-là."

M. O'Connell a déclaré que la proclamation était illégale.

" Mais, a-t-il ajouté, vaut mieux ne pas permettre à ces gens-là d'obtenir une victoire sur le peuple ; il vaut mieux les mettre dans leur tort, et ajourner l'assemblée, plutôt que de la voir accompagnée d'aucune espèce de violences."

Quoique le libérateur dût prévenir les habitants des campagnes et le clergé catholique de ne pas s'assembler à Clontarf, le libérateur a protesté que cela ne pourrait arrêter le progrès de l'agitation du rappel.

" Non, s'est-il écrié ; mais si nous nous rassemblions demain, il pourrait en résulter des troubles, et, vous le savez, ma mission, c'est d'assurer et de sauvegarder le peuple.... Je vous répète à tous que cet acte donnera à la cause du rappel un élan nouveau, et tout le monde, à l'avenir, sera encouragé à plaider en faveur du rappel."

Que le gouvernement essaie de supprimer par la violence cette question irlandaise, qui est celle de tout un peuple, il échouera. Dût M. O'Connell reculer, l'Irlande se susciterait un autre libérateur. Il n'y a qu'un moyen, nous l'avons déjà répété vingt fois, d'amortir l'agitation irlandaise, c'est d'entrer dans la voie des concessions. Si le cabinet tory veut comprimer l'agitation et ne rien accorder, il en viendra tôt ou tard à regretter ces meetings pacifiques, et légales assemblées, qui prévenaient une explosion terrible " en servant, comme le dit un journal, de soupape de sûreté aux douleurs passionnées de la malheureuse Irlande."

ESPAGNE.

—Une dépêche télégraphique de Bayonne, du 28 septembre, annonce que, le 25 au soir, Saragosse était bloquée rigoureusement par le capitaine-général et manquait de vivres. " Les insurgés, ajoute-t-elle, voulaient faire une sortie, mais ils y ont renoncé, à la nouvelle de l'échec éprouvé par Ametler."

On ne comprend pas quelle influence a du exercer, sur les résolutions défensives ou offensives de Saragosse, Ametler qui manœuvre dans la Catalogne. Qu'il ait battu Prim, ou que Prim l'ait battu, en quoi cela peut-il empêcher une sortie des insurgés de Saragosse, s'ils la jugent utile à leur défense ou à la propagation de l'insurrection ? N'étaient-ils pas, d'ailleurs, forcés de la tenter par le besoin de se procurer des vivres ? Ils pouvaient le faire d'autant mieux, que plusieurs bataillons des troupes ont, dit-on, adhéré au mouvement, et que le capitaine-général n'a pas encore reçu les renforts que lui envoie le gouvernement de Madrid.

Au reste, le mouvement de Saragosse est décidément espartériste ; il s'est fait aux cris de : *Vive Espartero ! à bas les pronunciadors !* Cependant, la junte qui s'est formé a résolu de seconder la pensée d'une junte centrale ; elle a publié des actes dans ce sens. Elle sollicite les adhésions des municipalités de la province ; elle a déclaré que tous les fonctionnaires qui n'adhéreraient pas au mouvement perdraient leurs emplois. Jose Munoz est le président de la junte, et Ugarte le secrétaire. Echalecu, ancien gouverneur de Montjoui, est à Saragosse, et il n'est pas le plus tiède champion du mouvement.

Pour en revenir à Ametler, il avait, le 20, rendu compte, de Badalona, des premières hostilités. Un bataillon insurgé avait soutenu bravement le feu contre deux bataillons sortis de la citadelle. Le brigadier Martell, qui avait traversé le fleuve pour se porter au secours des insurgés de San-Andrés del Palomar, participa au combat dans lequel les troupes du gouvernement perdirent 80 hommes tués ou blessés et 21 prisonniers ; 15 soldats et un capitaine, retranchés dans une maison, furent forcés de se rendre. Dans un autre engagement, Prim avait perdu 5 hommes tués et 30 blessés. Les insurgés n'avaient que 22 hommes tués ou blessés.

Araoz, le capitaine-général, voulant embarquer ses blessés, parce qu'il n'avait pas les moyens de les guérir, la junte a mis à sa disposition les hôpitaux de Barcelone et tous les secours dont on aurait besoin.

Le 23 une nouvelle affaire a eu lieu, de cinq heures du matin à quatre heures de l'après-midi, aux environs de San-Andrés del Polamar, entre la brigade de Martell et les troupes de Prim, que le *Constitutional* appelle l'apostat catalan. Le combat a été acharné, et il est resté beaucoup de morts sur le champ de bataille.

Dans la même journée, la citadelle et le fort Montjoui ont fait feu sur les Atarazanas et sur Barcelone, où flottait le drapeau noir. La junte donnait ses ordres, et le gouverneur, M. de Villa Vicencio, parcourait la ligne des fortifications, tandis que l'ancien chef politique publiait une proclamation pour annoncer que Barcelone allait être soumise à un blocus rigoureux et pour engager les habitants à passer dans les rangs des soldats fidèles.

On devine quel effroi ces hostilités ont dû répandre dans la ville. Les rues en sont désertes ; il n'y a guère que 25,000 âmes ; le nombre des émigrés est de plus 75,000.

Ametler, dont la division était restée à Badalona, " est, suivant une dépêche télégraphique, arrivé le 24 au soir à Gironne, avec quatorze soldats, et demandant des rations pour deux mille cinq cents hommes."

Reuss a pris part le 16, au nouveau mouvement. La milice nationale de cette ville s'est prononcée, exigeant du gouvernement l'accomplissement de ses promesses. Elle a proclamé la junte centrale et adhéré complètement au programme publié par les insurgés de Barcelone. La tranquillité n'a pas été troublée.

—Les journaux ministériels publient ce soir les dépêches suivantes :

" Perpignan, 29 septembre."

" La diligence du 25 n'est pas encore arrivée. On savait hier, à Figuières, que Prim était entre Mataro et Gironne, à la poursuite des troupes d'Ametler, dont les fuyards couvraient les routes.

" Ametler était encore à Gironne, hier, appelant inutilement les habitants de la province aux armes. Il n'était parti de Figuières, pour le rejoindre, que neuf gardes nationaux soldats."

" Barcelone 26 septembre."

" Le général Sanz est arrivé hier à la citadelle ; Araoz lui a remis le commandement supérieur des troupes de Catalogne. Il a fait aujourd'hui l'inspection de tous les postes militaires autour de Barcelone.

" Les insurgés évacuent les Atarazanas et transportent dans la cathédrale les munitions de guerre. Un des caveaux de l'église est transformé en poudrière."

Il est impossible que les insurgés, malgré leur résolution, ne succombent pas bientôt. Chaque jour, leur isolement s'accroît ; les gardes de Vich et de Figuières, et presque toutes celles de la Catalogne se sont prononcées contre la junte centrale. Désormais, les insurgés, que l'on appelle aujourd'hui *mauvaise queue révolutionnaire*, n'ont plus d'espoir. Mais ils se rendront difficilement ; ils semblent s'être dévoués à mourir ; ce qu'indique une tête de mort qu'ils portent sur leur poitrine, comme une décoration.

—Nous avons annoncé la victoire des légitimistes dans la lutte électorale sur plusieurs points de la Castille. A Zamora, la lutte a changé de terrain ; dans leur dépit, les *progressistes* et les *modérés* ont eu recours aux armes. Singulière façon d'entendre la liberté du vote ; singulière façon d'expliquer le progrès et de faire comprendre la modération !

Le chef politique, l'intendant, le député provincial, le commandant de la réserve et le commandant en second de la milice nationale se sont mis de la partie. Ils se sont présentés, le 18, chez le capitaine-général, pour l'inviter, dans l'intérêt de la population, à se démettre de ses fonctions, ce qu'il fit ; l'ayuntamiento reçut le même avis, et l'ancienne municipalité fut rétablie. Zamora se trouva donc en proie de nouveau aux espartéristes, par la faute du gouvernement qui n'a pas su faire respecter la liberté. Mais cette liberté ne devait pas tourner à son profit. Et que peut-on attendre d'un pouvoir qui est lui-même né du désordre ?

A Valladolid, où les légitimistes ont obtenu une grande majorité, plusieurs d'entre eux ont été poignardés en sortant des réunions électorales. L'alcaide a été frappé pour avoir essayé de rétablir l'ordre, et les furieux allaient même exercer leur vengeance jusque dans les maisons. Nous ne finirions pas si nous voulions raconter tous les crimes l'aide desquels les prétendus libéraux violent aujourd'hui la loi qu'ils ont proclamée.

Le parti *christino-parlementaire* a échoué dans les élections de Séville et de Grenade.

GRÈCE.

Révolution de Grèce.—La révolution s'est accomplie à Athènes avec un ordre vraiment merveilleux, sans coup férir, et il paraît que tout était convenu d'avance entre les chefs du complot.

" Dans la nuit du 14 au 15 septembre, à 2 heures du matin, dit un journal, trois coups de fusil ont été tirés de la maison de M. Macriani, actuellement président du conseil municipal d'Athènes. C'était le signal. Aussitôt, M. Calergi, commandant de la place des Pallicares, a mis ses troupes sur pied, et s'est dirigé, à leur tête, vers le palais du roi. Tout dormait dans le palais et dans la ville. Le commandant a fait ranger ses troupes, a occupé les issues, et puis soldats et chefs ont commencé à pousser des clameurs et à demander une constitution. A ce bruit, les citoyens se sont réveillés ; les uns sont montés sur les toits, les autres sont descendus dans les rues ; la foule s'est bien vite grossie, et tout ce peuple, d'accord avec les Pallicares, ont crié tout d'une voix : *La constitution et l'éloignement des étrangers !* Au milieu du tumulte, le roi, séparé de son conseil et environné seulement de ses serviteurs, reçut les chefs des insurgés, et a donné les signatures qu'on exigeait de lui ?